

Chronique du Gouvernement

Smart Burkina Faso : la sécurité à l'ère du numérique

En 2018, Ouagadougou entrait dans l'ère des villes intelligentes avec le projet pilote Safe City, fruit d'un partenariat avec Huawei Technologies. A l'époque, l'initiative reposait sur un dispositif modeste de 45 sites de caméras, 4 stations eLTE, un datacenter et une salle de commandement.

Nonobstant la modestie de ces premières bases de la vidéoprotection et des communications sécurisées pour les Forces de défense et de sécurité, les résultats furent suffisamment probants. Ce qui convainc les autorités d'aller plus loin. Deux ans plus tard, un arrêté ministériel officialisait la naissance du projet Smart Burkina Faso, véritable mutation numérique au service de la sécurité nationale.

L'ambition affichée s'est traduite par des investissements majeurs, dont une contrepartie nationale de 5 milliards F CFA. Déployé dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, le projet affiche des résultats parlants. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. 650 km de backbone national, 150 km de fibre métropolitaine, 16 sites eLTE, plus de 900 caméras réparties sur plus de 300 sites, sans oublier un datacenter moderne, des drones et une salle de commandement à la pointe de la technologie. A la date du 30 avril 2025, le taux d'exécution atteignait 88,71 % sur le plan physique et 90,65 % sur le plan financier. Mais, les

infrastructures ne sont qu'un outil. Leur valeur se mesure à l'impact concret. Dans le domaine de la sécurité routière, plus de 1 000 réquisitions vidéo ont permis d'élucider des accidents et d'appuyer des campagnes de sensibilisation. La vidéoprotection s'est aussi imposée comme un outil de régulation du trafic, notamment aux heures de pointe.

Sur le plan de la criminalité, le dispositif a contribué au retour du sentiment de sécurité des populations. Plus de 70 % des braquages enregistrés à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ont été captés par les caméras. Cela a facilité enquêtes et arrestations. Par ailleurs, près de 50 % des zones criminogènes identifiées se sont transformées en espaces plus sûrs. Les grands événements, tels que le FESPACO, le SIAO, en passant par les marches et meetings, bénéficient désormais d'une couverture renforcée.

Les enquêtes de perception confirment cette transformation. Du côté des Forces de défense et de sécurité, 98 % déclarent que la vidéoprotection améliore leur travail, et 95 % plaident pour une extension du dispositif.

Du côté des citoyens, 71 % affirment se sentir plus en sécurité et 92 % connaissent l'existence des caméras. Fait notable, 90 % estiment que leur vie privée n'est pas bafouée, signe d'une acceptation sociale forte dans un contexte souvent sensible.

Alors que la phase 1 est arrivée à son

terme en avril 2025, les regards se tournent vers la phase 2. Celle-ci entend élargir la couverture du projet à d'autres régions du pays, intégrer l'intelligence artificielle pour l'analyse prédictive et mettre en place un système automatisé de détection et de paiement des contraventions en matière de circulation routière. Des négociations sont déjà en cours pour le financement et la contractualisation. Le projet Smart Burkina Faso illustre une conviction simple mais essentielle selon laquelle, la technologie ne remplace pas l'humain. Elle lui donne les moyens d'agir plus rapidement, plus efficacement et de façon plus préventive. Dans un contexte sécuritaire marqué par la complexité et l'imprévisibilité, cette alliance entre innovation numérique et action publique esquisse une révolution discrète mais profonde.

Le Burkina Faso se positionne aujourd'hui parmi les pionniers en Afrique de l'Ouest dans l'intégration du numérique au service de la sécurité. A travers le projet Smart Burkina Faso, il montre que la sécurité peut pleinement entrer dans l'ère des villes intelligentes, sans pour autant compromettre la confiance des citoyens.

« Smart Burkina Faso : la technologie au service de la sécurité publique et des citoyens ».

DCRP-MS